

Bangalore, symbole du high-tech indien, est un colosse aux pieds d'argile. La Région veut y vendre non seulement ses domaines de recherche en nouvelles technologies mais aussi le savoir-faire rhônalpin dans le domaine des infrastructures, très insuffisantes pour une ville d'ambition internationale

A BANGALORE, le « high-tech » prend l'eau. Au salon international des nouvelles technologies qui se tenait jeudi, la conférence sur les nanotechnologies en Rhône-Alpes donnée par les représentants régionaux emmenés par Jean-Jack Queyranne, s'est achevée dans le vacarme d'une averse.

Les petites boutiques en tôles ondulées côtoient les bureaux climatisés des multinationales

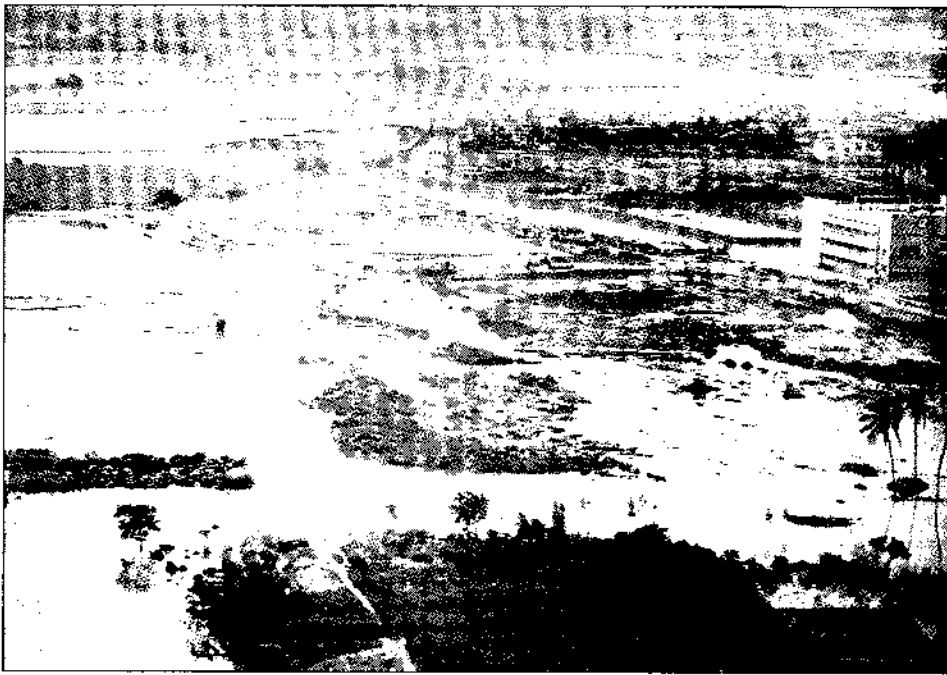
A l'extérieur, les trombes d'eau ont fait remonter des flaques boueuses sur les tapis rouges disposés sur le sol détrempé. Victime d'une violente queue de mousson qui sévit actuellement dans le sud du pays, la « Silicon Valley » indienne a été paralysée mardi soir. Quartiers inondés, maisons évacuées, routes bloquées, aéroport fermé... ont mis en exergue la faiblesse des infrastructures.

« La situation n'est pas durable », analyse Olivier Toutain, chef de projet du cabinet français SCE, sélectionné pour établir un plan d'urbanisation de Bangalore. Comme dans tout le pays, le contraste est omniprésent dans cette ville de 6 millions d'habitants qui devrait atteindre 10 millions en 2020. A quelques centaines

de mètres d'un marché où vendeurs et acheteurs traversent pieds nus des tas d'ordures, se dressent d'immenses centres commerciaux qui n'ont rien à envier à la Part-Dieu. Dans une même rue, les petites boutiques en tôles ondulées côtoient les bureaux climatisés des entreprises internationales.

Des villes fermées à la californienne

Au rythme de quatre créations d'entreprise par semaine, les nouvelles technologies représentent 30 % de l'activité de cet important centre textile où 512 multinationales sont présentes. D'une surface cinq fois plus importante que celle de Paris intra-muros, la ville se développe désormais dans la périphérie pour échapper aux embouteillages monstres. Là, les entreprises et les logements pour leurs employés se construisent derrière de hauts murs, reproduisant un schéma de villes fermées à la californienne. Certains n'hésitent pas à s'installer le long de chemins de terre. Mais le pari est risqué. « En Chine, quand on dit « il y aura une route dans trois mois », elle est là dans trois mois. En Inde, on peut l'espérer au bout de trois ans », estime Alain Butzbach, vice-président de la chambre de commerce France-Inde à Bombay. Un projet de métro attend une autorisation de Delhi. Celui



Bangalore doit faire face à des pluies torrentielles depuis une semaine qui révèlent les failles de ses infrastructures / Sylvie Montaron

d'un nouvel aéroport joue l'Arlésienne... Pendant ce temps, voitures et deux roues augmentent de 10 % par an et représentent 53 % du trafic contre 15 % pour les bus qui transportent pourtant 40 % de la population. La gestion publique de l'eau et de l'énergie est en faillite. Quel est l'avenir de Bangalore si les infrastructures ne suivent pas ? « Le risque de décrochage est très net, conclut Olivier Toutain. Aujourd'hui, Bangalore n'a pas le niveau de

vie d'une ville qui se veut internationale. Le problème est que l'Inde ne se pose pas la question de savoir quelles villes elle veut avoir. » La question devient pourtant urgente. D'abord pour le développement de l'Inde. Et

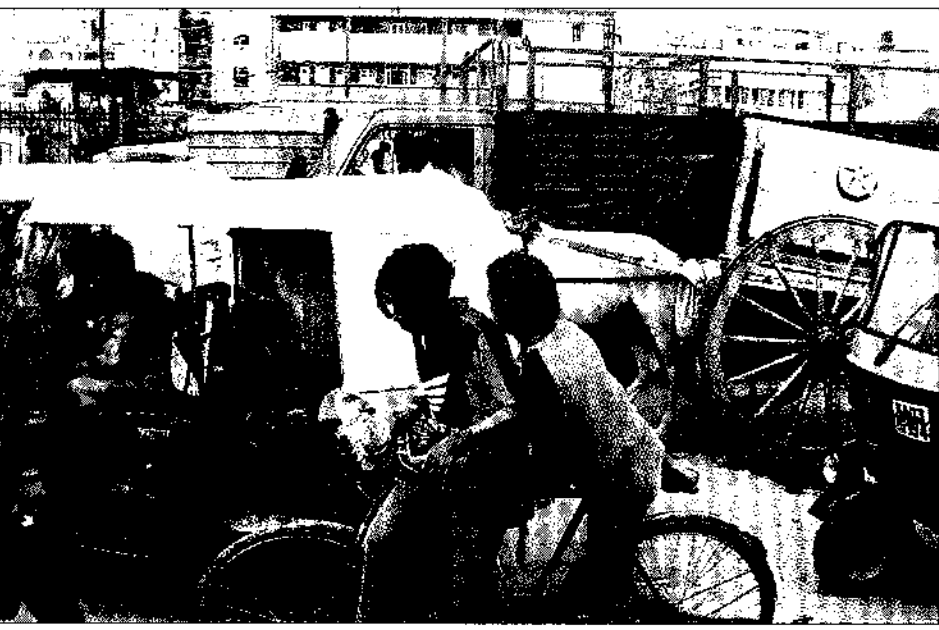
pour que les entreprises rhônalpines puissent se positionner sur des marchés où elles peuvent vendre leur savoir-faire.

Sylvie Montaron
smontaron@leprogres.fr

Des panneaux photovoltaïques financés par la pub

Pionnier sur les systèmes d'électrification des sites isolés avec plus de 1 000 références dans 50 pays, le bureau d'études Transénergie, basé à Ecully, a déjà un partenaire à Pondichéry. Léonore Rowe, ingénierie chargée d'affaires, a rencontré cette semaine en Inde des partenaires et des investisseurs potentiels : « Il nous faut trouver des leviers importants pour obtenir des subventionnements au démarrage. » Elle entrevoit en Inde la possibilité de monter plusieurs projets d'expertise technique. Sur 125 000 villages qui doivent être électrifiés, 25 000 devraient l'être via des énergies renouvelables. Mais Léonore Rowe s'est aussi rendu compte que, comme partout, « le manque de matières premières était crucial ». De

son côté, Marc Lecourt, créateur de Sunwatt (Gaillard, Haute-Savoie), spécialisée dans le photovoltaïque, est aussi le gérant de Sunwatt India, qui travaille surtout pour l'export en Allemagne. Il déplore que les sociétés publiques indiennes soient « trop fermées sur le marché local ». Cependant, sa société a déjà installé en Inde des réseaux indépendants pour fournir de l'électricité dans des sites isolés et, depuis trois ans, il finance des panneaux photovoltaïques dans une quarantaine de collèges privés grâce à des publicités dont certaines pour le géant indien Tata, présent notamment dans les grands hôtels de luxe « Taj » (dont le mythique Taj Mahal de Bombay), l'informatique, la fabrication de véhicules... et les réseaux énergétiques !



Triporteur, bus, voitures, chars à bœufs... les embouteillages sont le cauchemar de Bangalore. Il faut parfois près de deux heures pour parcourir 5 kilomètres dans le centre ville

Sylvie Montaron